

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ
14 ΜΑΡΤΙΟΥ 1984

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
29

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

ΠΡΑΞΕΙΣ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1423

'Επικύρωση τῆς 122 Διεθνοῦς Συμβάσεως 'Εργασίας «γιὰ τὴν πολιτικὴ τῆς ἀπασχόλησης».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυρῶμεν καὶ ἐκδίδομεν τὸν κατωτέρω ὑπὸ τῆς Βουλῆς ψηφισθέντα νόμον:

'Άρθρο Πρῶτο.

Κυρώνεται καὶ ἔχει τὴν ἰσχὺ ποὺ προβλέπει τὸ ἄρθρο 28 παρ. 1 τοῦ Συντάγματος ἡ 122 Διεθνὴς Σύμβαση 'Εργασίας «γιὰ τὴν πολιτικὴ τῆς ἀπασχόλησης» ποὺ ψηφίστηκε ἀπὸ τὴν 48η Σύνοδο τῆς Διεθνοῦς 'Οργάνωσης 'Εργασίας, τῆς ὁποίας τὸ κείμενο στὸ γαλλικὸ πρωτότυπο καὶ στὴν ἑλληνικὴ του μετάφραση εἶναι τὸ ἀκόλουθο :

CONVENTION 122.

Convention concernant la politique de l'emploi.

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 17 juin 1964, en sa quarante - huitième session;

Considérant que la Déclaration de Philadelphie reconnaît l'obligation solennelle pour l'Organisation internationale du Travail de seconder la mise en oeuvre parmi les différentes nations du monde, de programmes propres à réaliser la plénitude de l'emploi et l'élévation des niveaux de vie, et que le Préambule de la Constitution, de l'Organisation prévoit la lutte contre le chômage et la gerantie d'un salaire assurant des conditions d'existence convenables;

Considérant en outre qu'aux termes de la Déclaration de Philadelphie, il incombe à l'Organisation internationale du Travail d'examiner et de considérer les répercussions des politiques économiques et financières

sur la politique de l'emploi, à la lumière de l'objectif fondamental selon lequel «tous les êtres humains, quels que soient leur race, leur croyance ou leur saxe, ont le droit de poursuivre leur progrès matériel et leur développement spirituel dans la liberté et la dignité, dans la sécurité économique et avec des chances égales»;

Considérant que la Déclaration universelle des droits de l'homme prévoit que «toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage»;

Notant les termes des conventions et recommandations internationales du travail existantes qui sont directement en rapport avec la politique de l'emploi, et en particulier la convention et la recommandation sur le service de l'emploi ,1948, la recommandation sur l'orientation professionnelle, 1949, la recommandation sur la formation professionnelle, 1962, ainsi que la convention et la recommandation concernant la discrimination (emploi et profession), 1958;

Considérant que ces instruments devraient être placés dans le contexte plus large d'un programme international visant à assurer l'expansion éconpremique fondée sur le plein emploi, productif et librement choisi;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la politique de l'emploi qui sont comprises dans la huitième question à l'ordre du jour de la session;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale, adopte, ce neuvième jour de juillet mil neuf cent soixante - quatre, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur la politique de l'emploi, 1964 :

Article 1.

1. En vue de stimuler la croissance et le développement économiques, d'élever les niveaux de vie, de répondre aux besoins de main-d'oeuvre et de résoudre le problème du chômage et du sous - emploi, tout Membre formulera et appliquera, comme un objectif essentiel, une politique active visant à promouvoir le plein emploi, productif et librement choisi.

2. Ladite politique devra tendre à garantir :

a) qu'il y aura du travail pour toutes les personnes disponibles et en quête de travail.

b) que ce travail sera aussi qroductif que possidle.

c) qu'il y aura libre choix de l'emploi et que chaque travailleur aura toutes possibilités d'acquérir les qualifications nécessaires pour occuper un emploi qui lui convienne et d'utiliser, dans cet emploi, ses qualifications ainsi que ses dons, quels que soient sa race, sa couleur, son sexe, sa religion, son opinion politique, son ascendance nationale ou son origine sociale.

3. Ladite politique devra tenir compte du stade et du niveau du développement économique ainsi que des rapports existant entre les objectifs de l'emploi et les autres objectifs économiques et sociaux, et sera appliquée par des méthodes adaptées aux conditions et aux usages nationaux.

Article 2.

Tout Membre devra, par des méthodes adaptées aux conditions du pays et dans la mesure où celles-ci le permettent :

a) déterminer et revoir régulièrement, dans le cadre d'une politique économique et sociale coordonnée, les mesures à adopter en vue d'atteindre les objectifs énoncés à l article 1;

b) prendre les dispositions qui pourraient être requises pour l'application de ces mesures ,y compris, le cas échéant, l élaboration de programmes.

Article 3.

Dans l'application de la présente convention, les représentants des milieux intéressés par les mesures à prendre, et en particulier les représentants des employeurs et des travailleurs, devront être consultés au sujet des politiques de l'emploi, afin qu'il soit pleinement tenu compte de leur expérience et de leur opinion, qu'ils collaborent entièrement à l'élaboration de ces politiques et qu'ils aident à recueillir des appuis en faveur de ces dernières.

Article 4.

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 5.

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en viqueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 6.

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 7.

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

Article 8.

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations

Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 9.

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d' administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'odre du jour de la Conférence la question de sa revision totale ou partielle.

Article 10.

1. Au cas où la Confèrence adopterait une nouvelle convention portant revision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

α) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant revision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 6 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présent convention sous réserve que la nouvelle convention portant revision soit entrée en vigueur ;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant revision, la présente convention cesserait d'étre ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant revision.

Article 11.

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

ΣΥΜΒΑΣΗ 122.

Γιὰ τὴν πολιτικὴ τῆς ἀπασχόλησης.

'Η Γενικὴ Συνδιάσκεψη τῆς Διεθνοῦς, 'Οργάνωσης 'Εργασίας, ποὺ συγκλήθηκε στὴ Γενεύη στὶς 17 'Ιουνίου 1964, κατὰ τὴν 48η Σύνοδό της,

'Αφοῦ ἔλαβε ὑπόψη ὅτι ἡ Διακήρυξη τῆς Φιλαδέλφειας ἀναγνωρίζει ἐπίσημα τὴν ὑποχρέωση τῆς Διεθνοῦς 'Οργάνωσης 'Εργασίας νὰ ἐνισχύει μεταξὺ τῶν διαφόρων Κρατῶν τὴν ἐφαρμογὴ κατάλληλων προγραμμάτων γιὰ τὴν ἐπίτευξη πλήρους ἀπασχόλησης καὶ τὴν εξύψωση τοῦ βιοτικοῦ ἐπιπέδου καὶ ὅτι τὸ Προοίμιο τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτη τῆς Οργάνωσης καθιερώνει τὴν προστασία κατὰ τῆς ἀνεργίας καὶ ἐγγυᾶται μισθὸ ποὺ νὰ ἐξασφαλίζει ἱκανοποιητικὲς συνθῆκες διαβίωσης.

'Αφοῦ ἔλαβε, ἐπίσης, ὑπόψη ὅτι σύμφωνα μὲ τὴ Διακήρυξη τῆς Φιλαδέλφειας ἡ Διεθνὴς 'Οργάνωση 'Εργασίας ἔχει ἁρμοδιότητα νὰ ἐξετάζει καὶ νὰ μελετᾶ τὶς ἐπιπτώσεις τῆς οἰκονομικῆς πολιτικῆς πάνω στὴν πολιτικὴ τῆς ἀπασχόλησης, σύμφωνα μὲ τὴ βασικὴ ἀρχή, ὅτι ὅλα τὰ ἀνθρώπινα ὄντα, ἀνεξάρτητα ἀπὸ φυλή, θρησκεία ἢ φύλο, ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ επιδιώκουν τόσο τὴν ὑλική τους πρόοδο ὅσο καὶ τὴν πνευματική τους ἀνάπτυξη, μὲ ἐλευθερία, αξιοπρέπεια, οἰκονομικὴ ἀσφάλεια καὶ ἴσες εὐκαιρίες.

'Αφοῦ ἔλαβε ὑπόψη ὅτι ἡ Παγκόσμια Διακήρυξη τῶν Δικαιωμάτων τοῦ 'Ανθρώπου προβλέπει ὅτι «κάθε ἄτομο ἔχει δικαίωμα γιὰ ἐργασία, ἐλεύθερη ἐπιλογὴ ἀπασχόλησης, δίκαιους καὶ ἱκανοποιητικοὺς ὅρους ἐργασίας καὶ προστασία κατὰ τῆς ἀνεργίας».

'Αφοῦ ἔλαβε ὑπόψη τοὺς ὅρους τῶν Διεθνῶν Συμβάσεων καὶ Συστάσεων 'Εργασίας, ποὺ σχετίζονται ἄμεσα μὲ τὴν πολιτικὴ τῆς ἀπασχόλησης καὶ ἰδιαίτερα τὴ Σύμβαση καὶ Σύσταση γιὰ τὶς 'Υπηρεσίες 'Απασχόλησης τοῦ 1948, τὴ Σύσταση γιὰ τὸν 'Επαγγελματικὸ Προσανατολισμὸ τοῦ 1949, τὴ Σύσταση γιὰ τὴν 'Επαγγελματικὴ Κατάρτιση τοῦ 1962 καὶ τὴ Σύμβαση καὶ Σύσταση γιὰ τὶς Διακρίσεις στὴν 'Απασχόληση καὶ τὸ 'Επάγγελμα τοῦ 1958.

'Αφοῦ ἔλαβε ὑπόψη ὅτι τὰ κείμενα αὐτὰ πρέπει νὰ περιληφθοῦν σὲ ἕνα εὐρύτερο πλαίσιο ἑνὸς διεθνοῦς προγράμματος γιὰ τὴ διασφάλιση οἰκονομικῆς ἀνάπτυξης, ποὺ θὰ βασίζεται στὴν πλήρη, παραγωγικὴ καὶ ἐλεύθερα ἐπιλεγμένη ἀπασχόληση.

'Αφοῦ ἀποφάσισε νὰ υἱοθετήσει ὁρισμένες προτάσεις σχετικὰ μὲ τὴν πολιτικὴ τῆς ἀπασχόλησης, οἱ ὁποῖες περιλαμβάνονται στὸ ὄγδοο θέμα τῆς ἡμερήσιας διάταξης τῆς συνόδου.

'Αφοῦ ἀποφάσισε οἱ προτάσεις αὐτὲς νὰ λάβουν τὴ μορφὴ μιᾶς Διεθνοῦς Σύμβασης.

'Αποδέχεται σήμερα, ἐννέα 'Ιουλίου χίλια ἐννιακόσια ἑξήντα τέσσερα, τὴν ἀκόλουθη Σύμβαση, ποὺ ἀποκαλεῖται Σύμβαση σχετικὴ μὲ τὴν πολιτικὴ τῆς ἀπασχόλησης τοῦ 1964 :

"Αρθρο 1.

1. Γιὰ τὴν ἐνίσχυση τῆς οἰκονομικῆς προόδου καὶ ἀνάπτυξης, τὴν ἐξύψωση τοῦ βιοτικοῦ ἐπιπέδου, τὴν ἀντιμετώπιση τῶν ἀναγκῶν τοῦ ἐργατικοῦ δυναμικοῦ καὶ τὴν ἐπίλυση τοῦ προβλήματος τῆς ἀνεργίας καὶ τῆς ὑποαπασχόλησης, κάθε Μέλος θὰ διατυπώσει καὶ θὰ ἐπιδιώξει σὰν πρωταρχικὸ στόχο μιὰ ἐνεργὸ πολιτική, ποὺ θὰ ἀποβλέπει στὴν προώθηση τῆς πλήρους, παραγωγικῆς καὶ ἐλεύθερα ἐπιλεγμένης ἀπασχόλησης.

2. 'Η πολιτικὴ αὐτὴ θὰ ἔχει σκοπὸ νὰ ἐξασφαλίζει :

α) ὅτι ὑπάρχει ἐργασία γιὰ ὅλα τὰ ἄτομα ποὺ εἶναι διαθέσιμα καὶ ἀναζητοῦν ἐργασία,

β) ὅτι ἡ ἐργασία αὐτὴ θὰ εἶναι ὅσο τὸ δυνατὸ πιὸ παραγωγική,

γ) ὅτι ὑπάρχει ἐλευθερία ἐπιλογῆς ἀπασχόλησης καὶ ὅτι κάθε ἐργαζόμενος ἔχει ὅλες τὶς δυνατότητες γιὰ ἐξειδίκευση καὶ χρησιμοποίηση τῶν δεξιοτήτων καὶ τῶν προσόντων του σὲ μιὰ ἐργασία, γιὰ τὴν ὁποία εἶναι κατάλληλος, ἀνεξάρτητα ἀπὸ φυλή, χρῶμα, φύλο, θρησκεία, πολιτικὲς πεποιθήσεις, ἐθνικὴ καταγωγὴ ἢ κοινωνικὴ προέλευση.

3. 'Η πολιτικὴ αὐτὴ θὰ λαμβάνει ὑπόψη τὸ στάδιο καὶ τὸ ἐπίπεδο τῆς οἰκονομικῆς ἀνάπτυξης, καθὼς ἐπίσης καὶ τὶς σχέσεις μεταξὺ τῶν στόχων τῆς ἀπασχόλησης καὶ τῶν ἄλλων οἰκονομικῶν καὶ κοινωνικῶν στόχων καὶ θὰ ἐφαρμόζεται μὲ μεθόδους ποὺ θὰ εἶναι προσαρμοσμένες στὶς ἐθνικὲς συνθῆκες καὶ τὴν πρακτική.

"Αρθρο 2.

Κάθε Μέλος, χρησιμοποιώντας μεθόδους ποὺ θεωροῦνται κατάλληλες, σύμφωνα μὲ τὶς ἐθνικὲς συνθῆκες καὶ στὸ μέτρο ποὺ αὐτὲς τὸ ἐπιτρέπουν, θὰ πρέπει :

α) νὰ καθορίζει καὶ νὰ ἀναθεωρεῖ, στὰ πλαίσια μιᾶς συντονισμένης οἰκονομικῆς καὶ κοινωνικῆς πολιτικῆς, τὰ μέτρα

πού πρέπει νά ληφθοῦν γιά τήν ἐπίτευξη τῶν στόχων πού ἀναφέρονται στό ἄρθρο 1.

β) νά θεσπίζει τίς ἀπαραίτητες διατάξεις γιά τήν ἐφαρμογή τῶν μέτρων αὐτῶν, καταρτίζοντας καί προγράμματα, ὅπου χρειάζεται.

Ἄρθρο 3.

Κατά τήν ἐφαρμογή τῆς Σύμβασης αὐτῆς, θά πρέπει νά ζητιέται ἡ γνώμη τῶν ἀντιπροσώπων τῶν ἐνδιαφερόμενων μερῶν γιά τά μέτρα πού πρόκειται νά ληφθοῦν καί ἰδίως τῶν ἀντιπροσώπων τῶν ἐργοδοτῶν καί τῶν ἐργαζομένων, σέ ὅ,τι ἀφορᾶ τήν πολιτική ἀπασχόλησης, μέ σκοπό νά λαμβάνονται πλήρως ὑπόψη ἡ πείρα καί οἱ ἀπόψεις τους καί νά ἐξασφαλίζεται ἡ πλήρης συνεργασία τους στή διαμόρφωση καί στήν ἐνεργό ὑποστήριξη τῆς πολιτικῆς αὐτῆς.

Ἄρθρο 4.

Οἱ ἐπίσημες ἐπικυρώσεις τῆς Σύμβασης αὐτῆς ἀνακοινώνονται στό Γενικό Διευθυντή τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας γιά καταχώριση.

Ἄρθρο 5.

1. Ἡ Σύμβαση αὐτή δεσμεύει ἐκεῖνα μόνο τά Μέλη τῆς Διεθνοῦς Ὀργάνωσης Ἐργασίας, τῶν ὁποίων οἱ ἐπικυρώσεις ἔχουν καταχωρισθεῖ ἀπό τό Γενικό Διευθυντή.

2. Ἡ Σύμβαση θά ἀρχίζει νά ἰσχύει δώδεκα μῆνες μετά ἀπό τήν καταχώριση, ἀπό τό Γενικό Διευθυντή, τῶν ἐπικυρώσεων δύο Μελῶν.

3. Στή συνέχεια, ἡ Σύμβαση αὐτή θά ἀρχίζει νά ἰσχύει γιά κάθε Μέλος δώδεκα μῆνες μετά ἀπό τήν καταχώριση τῆς ἐπικύρωσής της.

Ἄρθρο 6.

1. Κάθε Μέλος πού ἔχει ἐπικυρώσει τή Σύμβαση αὐτή θά μπορεῖ νά τήν καταγγείλει, μετά τή λήξη μιᾶς περιόδου δέκα ἐτῶν ἀπό τήν ἔναρξη τῆς ἰσχύος της, μέ πράξη πού κοινοποιεῖται στό Γενικό Διευθυντή τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας καί καταχωρίζεται ἀπό αὐτόν. Ἡ καταγγελία θά ἰσχύει μετά ἀπό ἕνα ἔτος ἀπό τήν ἡμέρα πού ἔγινε ἡ καταχώρισή της.

2. Κάθε Μέλος πού ἔχει ἐπικυρώσει τή Σύμβαση αὐτή καί δέν ἀσκεῖ, μέσα σέ ἕνα ἔτος ἀπό τή λήξη τῆς περιόδου τῶν δέκα ἐτῶν πού ἀναφέρεται στήν προηγούμενη παράγραφο, τό δικαίωμα καταγγελίας πού προβλέπει τό παρόν ἄρθρο, δεσμεύεται γιά μιά ἀκόμη περίοδο δέκα ἐτῶν καί, στή συνέχεια, μπορεῖ νά καταγγείλει τή Σύμβαση κατά τή λήξη κάθε μιᾶς ἀπό τίς περιόδους τῶν δέκα ἐτῶν, σύμφωνα μέ τούς ὅρους πού προβλέπονται στό παρόν ἄρθρο.

Ἄρθρο 7.

1. Ὁ Γενικός Διευθυντής τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας γνωστοποιεῖ σέ ὅλα τα Μέλη τῆς Διεθνοῦς Ὀργάνωσης Ἐργασίας τήν καταχώριση ὅλων τῶν ἐπικυρώσεων καί τῶν καταγγελιῶν πού τοῦ κοινοποιοῦνται ἀπό τά Μέλη τῆς Ὀργάνωσης.

2. Γνωστοποιώντας στά Μέλη τῆς Ὀργάνωσης τήν καταχώριση τῆς δεύτερης ἐπικύρωσης πού τοῦ ἔχει κοινοποιηθεῖ, ὁ Γενικός Διευθυντής ἐπισημαίνει στά Μέλη τῆς Ὀργάνωσης τήν ἡμερομηνία ἀπό τήν ὁποία ἡ Σύμβαση ἀρχίζει νά ἰσχύει.

Ἄρθρο 8.

Ὁ Γενικός Διευθυντής τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας ἀνακοινώνει στό Γενικό Γραμματέα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν, μέ σκοπό τήν καταχώρισή τους σύμφωνα μέ τό ἄρθρο 102 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτη τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ὅλες τίς πληροφορίες γιά τίς ἐπικυρώσεις καί πράξεις καταγγελίας πού ἔχει καταχωρίσει, σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τῶν προηγούμενων ἄρθρων.

Ἄρθρο 9.

Κάθε φορά πού κρίνεται ἀναγκαῖο, τό Διοικητικό Συμβούλιο τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας ὑποβάλλει στή Γενική Συνδιάσκεψη ἔκθεση σχετικά μέ τήν ἐφαρμογή τῆς Σύμβασης αὐτῆς καί ἐξετάζει ἄν συντρέχει περίπτωση ἐγγραφῆς στήν ἡμερήσια διάταξη τῆς Συνδιάσκεψης, θέματος ὁλικῆς ἤ μερικῆς ἀναθεώρησής της.

Ἄρθρο 10.

1. Σέ περίπτωση πού ἡ Συνδιάσκεψη υἱοθετήσει νέα Σύμβαση πού νά ἀναθεωρεῖ ὁλικά ἤ μερικά τή Σύμβαση αὐτή καί ἐφόσον δέν ὁρίζεται διαφορετικά ἀπό τή νέα Σύμβαση:

α) ἡ ἐπικύρωση ἀπό ἕνα Μέλος τῆς νέας ἀναθεωρημένης Σύμβασης συνεπάγεται αὐτοδικαίως, παρά τίς διατάξεις τοῦ παραπάνω ἄρθρου 9, τήν ἄμεση καταγγελία αὐτῆς (τῆς παρούσας Σύμβασης), ἐφόσον καί ὅταν ἡ νέα ἀναθεωρημένη Σύμβαση θά ἔχει τεθεῖ σέ ἰσχύ,

β) ἀπό τήν ἡμερομηνία πού θά τεθεῖ σέ ἰσχύ ἡ νέα ἀναθεωρημένη Σύμβαση, ἡ Σύμβαση αὐτή δέ μπορεῖ νά ἐπικυρωθεῖ ἀπό τά Μέλη.

2. Ἡ Σύμβαση αὐτή θά ἐξακολουθεῖ πάντως νά ἰσχύει, κατά τόν τύπο καί τό περιεχόμενό της, γιά ἐκεῖνα τά Μέλη πού τήν ἔχουν ἐπικυρώσει, ἀλλά δέν ἔχουν ἐπικυρώσει τήν ἀναθεωρημένη Σύμβαση.

Ἄρθρο 11.

Τό ἀγγλικό καί τό γαλλικό κείμενο τῆς Σύμβασης αὐτῆς εἶναι τό ἴδιο αὐθεντικά.

Ἄρθρο Δεύτερο.

Ἡ ἰσχύς αὐτοῦ τοῦ νόμου, καθώς καί τῆς Διεθνοῦς Σύμβασης πού κυρώνεται μέ αὐτόν, ἀρχίζει ἀπό τήν ἡμέρα πού θά δημοσιευθεῖ στήν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομεν νά δημοσιευθῇ στήν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως τό κείμενον τοῦ παρόντος καί νά ἐκτελεσθῇ ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἀθήνα, 12 Μαρτίου 1984

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ — **ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΛΑΖΑΡΗΣ**

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ — **ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ**

ΕΡΓΑΣΙΑΣ — **ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ**

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Ἀθήνα, 12 Μαρτίου 1984

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ - ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ

---

(2)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1424

Γιά τήν ἐπικύρωση τῆς 111 Διεθνοῦς Συμβάσεως Ἐργασίας «γιά τή διάκριση στήν ἀπασχόληση καί στό ἐπάγγελμα».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυροῦμεν καί ἐκδίδομεν τόν κατωτέρω ὑπό τῆς Βουλῆς ψηφισθέντα νόμον:

Ἄρθρο πρῶτο.

Ἐπικυρώνεται καὶ ἔχει ἰσχὺ νόμου ἡ 111 Διεθνὴς Σύμβαση Ἐργασίας «γιὰ τὴ διάκριση στὴν ἀπασχόληση καὶ στὸ ἐπάγγελμα» ποὺ ψηφίστηκε στὴ Γενεύη ἀπὸ τὴν 42η Γενικὴ Συνδιάσκεψη τῆς Διεθνοῦς Ὀργανώσεως Ἐργασίας, στὶς 4 Ἰουνίου 1958, τῆς ὁποίας τὸ κείμενο στὸ γαλλικὸ πρωτότυπο καὶ στὴν Ἑλληνική του μετάφραση εἶναι τὸ ἀκόλουθο :

CONVENTION 111

Convention concernant la discrimination en matière d' emploi et de profession

La Conférence générale de l' Organisation internationale du Travail, Convoquée à Genève par le Conseil d' administration du Bureau international duTravail et s'y étant réunie le 4 juin 1958, en sa quarante deuxième session :

Après avoir decidé d' adopter diverses propositions relatives à la discrimination en matière d' emploi et de profession, question qui constitue le quatrième point à l' ordre du jour de la session ;

Après avoir decidé que ces propositions prendraient la forme d' une convention internationale ;

Considerant que la Déclaration de Philadelphie affirme que tous les êtres humains, quels que soient leur race, leur croyance ou leur sexe, ont le droit de poursuivre leur progrès matériel et leur développement spirituel dans la liberté et la dignité, dans la sécurité économique et avec des chances égales ;

Considérant en outre que la discrimination constitue une violation de droits énoncés dans da Déclaration universelle des droits de l' homme, adopte, ce vingt-cinquième jour de mille neuf cent cinquante-huit, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention concernant la discrimination (emploi et profession), 1958.

Article 1

1. Aux fins de la présente convention, le terme «discrimination» comprend :

a) toute distinction, exclusion ou préférenpe fondée sur la race, la couleur, le sexe, la religion, l' opinion politique, l' ascendance nationale ou l' origine sociale, qui a pour effet de détruire ou d' altérer l' égalité de chances ou de traitement en matière d' emploi ou de profession ;

b) toute autre distinction, exclusion ou préférence ayant pour effet de détruire ou d' altérer l' égalité de chances ou de traitement en matière d' emploi ou de profession, qui pourra être spécifiée par le Membre intéressé après consultation des organisations représentatives d' employeurs et de travailleurs, s' il en existe, et d' autres organismes appropriés.

2. Les distinctions, exclusions ou préférences fondées sur les qualifications exigées pour un emploi déterminé ne sont pas considérées comme des discriminations.

3. Aux fins de la présente convention, les mots «emploi» et «profession» recouvrent l' accès à la formation professionnelle, l' accès à l' emploi et aux différentes professions, ainsi que les conditions d' emploi.

Article 2

Tout Membre pour lequel la présente convention est en vigueur s' engage à formuler et à appliquer une politique nationale visant à promouvoir, par des méthodes adaptées aux circonstances et aux uaages nationaux, l' égalité de chances et de traitement en matière d' emploi et de profession, afin d' éliminer toute discrimination en cette matière.

Article 3

Tout Membre pour lequel la présente convention est en vigueur doit, par des méthodes adaptées aux circonstances et aux usages nationaux :

a) s' efforcer d' obtenir la collaboration des organisations d' employeurs et de travailleurs, et d'autres organismes appropriés pour favoriser l' acceptation et l' application de cette politique ;

b) promulguer des lois et encourager des programmes d' éducation propres à assurer cette acceptation et ette application ;

c) abroger toute disposition législative et modifier toute disposition ou pratique administratives qui sont incompatibles avec ladite politique ;

d) suivre ladite politique en ce qui concerne les emplois soumis au contrôle direct d' une autorité nationale ;

e) assurer l' application de ladite politique dans les activités des services d' orientation professionnelle, de formation professionnelle et de placement soumis au contrôle d' une autorité nationale.

f) indiquer, dans ses rapports annuels sur l' application de la convention, les mesures prises conformément à cette politique et les résultats obtenus.

Article 4.

Ne sont pas considérées comme des discriminations toutes mesures affectant une personne qui fait individuellement l' objet d' une suspicion légitime de se livrer à une activité préjudiciable à la sécurité de l' Etat ou dont il est établi qu' elle se livre en fait à cette activité, pour autant que ladite personne ait le droit de recourir à une instance compétente établie suivant la pratique nationale.

Article 5.

1. Les mesures spéciales de pritection ou d' assistance prévues dans d' autres conventions ou recommandations adoptées par la Conférence internationale du Travail ne sont pas considérées comme des discriminations.

2. Tout Membre peut, après consultation, là ou elles existent, des organisations représentatives d' employeurs et de travailleurs, définir comme non discriminatoires toutes autres mesures spéciales destinées à tenir compte des besoins particuliers de personnes à l' égard desquelles une protection ou une assistance spéciale est, d' une façon générale, reconnue nécessaire pour des raisons telles que le sexe, l' âge, l' invalidité, les charges de famille ou le niveau social ou culturel.

Article 6

Tout Membre qui ratifie la présente convention s' engage à l' appliquer aux territoires non métropolitains, conformément aux dispositions de la Constitution de l' Organisation internationale du Travail.

Article 7

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 8

1. La présente convention ne liera que les Membres de l' Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 9

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l' expiration d' une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra affet qu' une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d' une année après l' expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l' expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 10

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l' Organisation internationale du Travail l' enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l' Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l' Organisation l' enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l' attention des Membres de l' Organisation sur la date à laquelle la présent convention entrera en vigueur.

Article 11

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d' enregistrement, conformément à l' article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu' il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 12

Chaque fois qu' il le jugera nécessaire, la Conseil d' administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l' application de la présente convention et examinera s' il y a lieu d' inscrire à l' ordre du jour de la Conférence la question de sa revision totale ou partielle.

Article 13

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant revision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement :

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant revision entraînerait de plein droit, nonobstant l' article 9 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant revision soit entrée en vigueur ;

b) à partir de la date de l' entrée en vigueur de la nouvelle convention portant revision, la présente convention cesserait d' être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l' auraient ratifiée et qui ne ratificraient pas la convention portant revision.

Article 14

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Σύμβαση 111

Γιὰ τὴ διάκριση στὴν ἀπασχόληση καὶ στὸ ἐπάγγελμα.

Ἡ Γενικὴ Συνδιάσκεψη τῆς Διεθνοῦς Ὀργανώσεως Ἐργασίας ποὺ συγκλήθηκε στὴ Γενεύη ἀπὸ τὸ Διοικητικὸ Συμβούλιο τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας, κατὰ τὴν 42η Σύνοδό της, στὶς 4 Ἰουνίου 1958.

Ἀφοῦ ἀποφάσισε τὴν ἀποδοχὴ ὁρισμένων προτάσεων σχετικὰ μὲ τὴ διάκριση στὴν ἀπασχόληση καὶ στὸ ἐπάγγελμα, ζήτημα, ποὺ ἀποτελεῖ τὸ 4ο θέμα τῆς ἡμερήσιας διάταξης τῆς συνόδου.

Ἀφοῦ ἀποφάσισε οἱ προτάσεις αὐτὲς νὰ ἔχουν τὴ μορφὴ Διεθνοῦς Συμβάσεως.

Ἀφοῦ ἔλαβε ὑπόψη ὅτι ἡ διακήρυξη τῆς Φιλαδέλφειας διασφαλίζει ὅτι ὅλα τὰ ἄτομα, ἀνεξάρτητα ἀπὸ τὴ φυλή, τὸ θρήσκευμα καὶ τὸ φῦλο ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ ἐπιδιώκουν τὴν ὑλικὴ τους πρόοδο καὶ τὴν πνευματικὴ τους ἀνάπτυξη μὲ ἐλευθερία, ἀξιοπρέπεια, οἰκονομικὴ ἀσφάλεια καὶ μὲ ἴσες εὐκαιρίες ἐπιτυχίας.

Ἀφοῦ ἔκρινε ἀκόμη ὅτι ἡ διάκριση ἀποτελεῖ παραβίαση τῶν δικαιωμάτων, ποὺ περιλαμβάνονται στὴν Παγκόσμια Διακήρυξη τῶν δικαιωμάτων τοῦ ἀνθρώπου.

Ἀποδέχεται, σήμερα 25 Ἰουνίου 1958, τὴν ἀκόλουθη σύμβαση ποὺ θὰ ἀποκαλεῖται Σύμβαση γιὰ τὴ Διάκριση (ἀπασχόληση καὶ ἐπάγγελμα) 1958.

Ἄρθρο 1.

1. Στὴ σύμβαση αὐτή, ὁ ὅρος «διάκριση» περιλαμβάνει :

α) Κάθε διάκριση, ἀποκλεισμὸ ἢ προτίμηση ποὺ βασίζεται στὴ φυλή, στὸ χρῶμα, στὸ φῦλο, στὸ θρήσκευμα, στὰ πολιτικὰ φρονήματα, στὴν ἐθνικὴ καταγωγὴ καὶ τὴ κοινωνικὴ προέλευση, ποὺ ἔχει σὰν ἀποτέλεσμα τὴν κατάργηση ἢ τὴ διαφοροποίηση τῆς ἰσότητας τῶν εὐκαιριῶν καὶ τῆς μεταχείρισης ποὺ ἀφορᾶ τὴν ἀπασχόληση ἢ τὸ ἐπάγγελμα.

β) Κάθε ἄλλη διάκριση, ἀποκλεισμὸ ἢ προτίμηση, ποὺ ἔχει σὰν ἀποτέλεσμα τὴν κατάργηση ἢ τὴ διαφοροποίηση τῆς ἰσότητας εὐκαιριῶν καὶ τῆς μεταχείρισης στὴν ἀπασχόληση ἢ στὸ ἐπάγγελμα, ὅπως μπορεῖ νὰ προσδιορισθοῦν ἀπὸ τὸ ἐνδιαφερόμενο Μέλος, μετὰ ἀπὸ γνώμη τῶν ἀντιπροσωπευτικῶν ὀργανώσεων ἐργοδοτῶν καὶ ἐργαζομένων, ἐφόσον ὑπάρχουν, ἢ ἄλλων ἁρμόδιων Ὀργανισμῶν.

2. Οἱ διακρίσεις, ἀποκλεισμοὶ ἢ προτιμήσεις ποὺ βασίζονται στὰ ἀπαιτούμενα προσόντα γιὰ μιὰ καθορισμένη ἀπασχόληση δὲν θεωροῦνται διακρίσεις.

3. Στὴ σύμβαση αὐτή, οἱ ὅροι «ἀπασχόληση» καὶ «ἐπάγγελμα» περιλαμβάνουν τὴν εἴσοδο στὴν ἐπαγγελματικὴ ἐκπαίδευση, στὴν ἀπασχόληση καὶ στὰ διάφορα ἐπαγγέλματα, καθὼς καὶ τοὺς ὅρους ἀπασχόλησης.

Ἄρθρο 2.

Κάθε μέλος γιὰ τὸ ὁποῖο ἰσχύει ἡ σύμβαση αὐτή, εἶναι ὑποχρεωμένο μὲ μεθόδους προσαρμοσμένες στὶς περιστάσεις καὶ τὶς ἐθνικὲς συνήθειες, νὰ διατυπώσει καὶ νὰ ἐφαρμόσει ἐθνικὴ πολιτικὴ ποὺ ν' ἀποβλέπει στὴν προαγωγὴ τῆς ἰσότητας εὐκαιριῶν καὶ μεταχειρίσεως σχετικὰ μὲ τὴν ἀπασχόληση καὶ τὸ ἐπάγγελμα, μὲ σκοπὸ τὴν ἐξάλειψη κάθε διάκρισης στὸ ἀντικείμενο αὐτό.

Ἄρθρο 3.

Κάθε μέλος, γιὰ τὸ ὁποῖο ἰσχύει ἡ σύμβαση αὐτή, εἶναι ὑποχρεωμένο μὲ μεθόδους προσαρμοσμένες στὶς περιστάσεις καὶ τὶς ἐθνικὲς συνήθειες :

α) Νὰ ἐπιδιώκει τὴ συνεργασία τῶν ὀργανώσεων ἐργοδοτῶν καὶ ἐργαζομένων καὶ ἄλλων ἁρμόδιων ὀργανισμῶν, μὲ σκοπὸ τὴν ἀποδοχὴ καὶ τὴν ἐφαρμογὴ τῆς πολιτικῆς αὐτῆς.

β) Νὰ ἐκδίδει νόμους καὶ νὰ προωθεῖ ἐκπαιδευτικὰ προγράμματα κατάλληλα γιὰ τὴν ἐξασφάλιση τῆς ἀποδοχῆς καὶ ἐφαρμογῆς τῆς πολιτικῆς αὐτῆς.

γ) Νὰ καταργεῖ καὶ νὰ τροποποιεῖ κάθε νομοθετικὴ καὶ διοικητικὴ διάταξη ἢ πρακτικὴ ποὺ εἶναι ἀσυμβίβαστη μὲ τὴν πολιτικὴ αὐτή.

δ) Νὰ ἀκολουθεῖ τὴν πολιτικὴ αὐτὴ καὶ στὶς ἀπασχολήσεις ποὺ ὑπάγονται στὸν ἄμεσο ἔλεγχο μιᾶς κρατικῆς ἀρχῆς.

ε) Νὰ ἐξασφαλίζει τὴν ἐφαρμογὴ τῆς πολιτικῆς αὐτῆς στὶς δραστηριότητες τῶν ὑπηρεσιῶν ἐπαγγελματικοῦ προσανατολισμοῦ, ἐπαγγελματικῆς ἐκπαίδευσης καὶ τοποθέτησης ποὺ ἐλέγχονται ἀπὸ κρατικὴ ἀρχή.

στ) Νὰ ἀναφέρει στὶς ἐτήσιες ἐκθέσεις του, γιὰ τὴν ἐφαρμογὴ αὐτῆς τῆς σύμβασης, τὰ μέτρα πού ἔχουν ληφθεῖ σύμφωνα μὲ τὴν πολιτικὴ αὐτή, καθὼς καὶ τὰ ἀποτελέσματά της.

Ἄρθρο 4.

Δὲν θεωροῦνται διακρίσεις μέτρα κατὰ ἀτόμου γιὰ τὸ ὁποῖο ὑπάρχουν βάσιμες ὑπόνοιες ὅτι ἐπιδίδεται ἢ ἔχει ἀποδειχθεῖ ὅτι ἀσκεῖ πράγματι δραστηριότητες ἐπιζήμιες γιὰ τὴν ἀσφάλεια τοῦ Κράτους, μὲ τὴν προϋπόθεση ὅτι τὸ ἄτομο αὐτὸ ἔχει τὸ δικαίωμα προσφυγῆς στὴν ἁρμόδια ἀρχή, σύμφωνα μὲ τὴν ἐθνικὴ πρακτική.

Ἄρθρο 5.

1. Εἰδικὰ μέτρα προστασίας ἢ βοήθειας ποὺ προβλέπονται ἀπὸ ἄλλες συμβάσεις ἢ συστάσεις τῆς Διεθνοῦς Συνδιασκέψεως Ἐργασίας δὲν θεωροῦνται διακρίσεις.

2. Κάθε μέλος μπορεῖ, μετὰ ἀπὸ γνώμη τῶν ἀντιπροσωπευτικῶν ὀργανώσεων τῶν ἐργοδοτῶν καὶ τῶν ἐργαζομένων, ὅπου ὑπάρχουν, νὰ μὴ θεωρεῖ διακρίσεις ἄλλα εἰδικὰ μέτρα ποὺ λαμβάνουν ὑπόψη ἰδιαίτερες ἀνάγκες προσώπων γιὰ τὰ ὁποῖα ἀναγνωρίζεται κατὰ τρόπο γενικὸ ὅτι εἶναι ἀναγκαία κάποια προστασία ἢ εἰδικὴ βοήθεια, γιὰ λόγους ὅπως τὸ φῦλο, ἡ ἡλικία, ἡ ἀναπηρία, τὰ οἰκογενειακὰ βάρη καὶ τὸ κοινωνικὸ ἢ μορφωτικὸ ἐπίπεδο.

Ἄρθρο 6.

Κάθε μέλος ποὺ ἐπικυρώνει αὐτὴ τὴ σύμβαση εἶναι ὑποχρεωμένο νὰ τὴν ἐφαρμόζει στὰ μὴ μητροπολιτικὰ ἐδάφη, σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτη τῆς Διεθνοῦς Ὀργανώσεως Ἐργασίας.

Ἄρθρο 7.

Οἱ ἐπίσημες ἐπικυρώσεις αὐτῆς τῆς σύμβασης ἀνακοινώνονται στὸ Γενικὸ Διευθυντὴ τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας καὶ καταχωρίζονται ἀπ' αὐτόν.

Ἄρθρο 8.

1. Ἡ σύμβαση αὐτὴ δεσμεύει ἐκεῖνα μόνο τὰ Μέλη τῆς Διεθνοῦς Ὀργανώσεως Ἐργασίας, τῶν ὁποίων οἱ ἐπικυρώσεις ἔχουν καταχωρισθεῖ ἀπὸ τὸ Γενικὸ Διευθυντή.

2. Ἡ σύμβαση θὰ ἀρχίζει νὰ ἰσχύει δώδεκα μῆνες μετὰ ἀπὸ τὴν καταχώριση, ἀπὸ τὸ Γενικὸ Διευθυντή, τῶν ἐπικυρώσεων δύο Μελῶν.

3. Στὴ συνέχεια, ἡ σύμβαση αὐτὴ θὰ ἀρχίζει νὰ ἰσχύει γιὰ κάθε Μέλος, δώδεκα μῆνες μετὰ ἀπὸ τὴν καταχώριση τῆς ἐπικύρωσής του.

Ἄρθρο 9.

1. Κάθε μέλος ποὺ ἔχει ἐπικυρώσει αὐτὴ τὴ σύμβαση θὰ μπορεῖ νὰ τὴν καταγγείλει, μετὰ τὴ λήξη περιόδου δέκα ἐτῶν ἀπὸ τὴν ἔναρξη τῆς ἰσχύος της, μὲ πράξη ποὺ κοινοποιεῖται στὸ Γενικὴ Δ/ντὴ τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας καὶ καταχωρίζεται ἀπὸ αὐτόν. Ἡ καταγγελία θὰ ἰσχύει μετὰ ἀπὸ ἕνα ἔτος ἀπὸ τὴν ἡμέρα ποὺ ἔγινε ἡ καταχώρισή της.

2. Κάθε μέλος ποὺ ἔχει ἐπικυρώσει αὐτὴ τὴ σύμβαση καὶ ποὺ δὲν ἀσκεῖ τὸ δικαίωμα τῆς καταγγελίας ποὺ προβλέπεται ἀπὸ αὐτὸ τὸ ἄρθρο, μέσα σ' ἕνα ἔτος ἀπὸ τὴ λήξη τῆς περιόδου τῶν δέκα ἐτῶν, ποὺ ἀναφέρεται στὴ προηγούμενη παράγραφο, δεσμεύεται γιὰ μιὰ νέα δεκαετία, θὰ μπορεῖ δὲ νὰ καταγγείλει αὐτὴ τὴ σύμβαση στὴ λήξη καθεμιᾶς ἀπὸ τὶς ἑπόμενες δεκαετίες, σύμφωνα μὲ τοὺς ὅρους αὐτοῦ τοῦ ἄρθρου.

Ἄρθρο 10.

1. Ὁ Γεν. Δ/ντὴς τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας γνωστοποιεῖ σὲ ὅλα τὰ Μέλη τῆς Διεθνοῦς Ὀργάνωσης Ἐργασίας τὴν καταχώριση ὅλων τῶν ἐπικυρώσεων καὶ τῶν καταγγελιῶν ποὺ τοῦ κοινοποιοῦνται ἀπὸ τὰ Μέλη τῆς Ὀργάνωσης.

2. Γνωστοποιώντας στὰ Μέλη τῆς Ὀργάνωσης τὴν καταχώριση τῆς δεύτερης ἀπὸ τὶς ἐπικυρώσεις ποὺ θὰ τοῦ ἔχουν κοινοποιηθεῖ, ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς ἐπισημαίνει στὰ μέλη τῆς Ὀργάνωσης τὴν ἡμερομηνία ἀπὸ τὴν ὁποία ἡ σύμβαση αὐτὴ ἀρχίζει νὰ ἰσχύει.

Ἄρθρο 11.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας ἀνακοινώνει στὸ Γενικὸ Γραμματέα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν, μὲ σκοπὸ τὴν καταχώρισή τους, σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 102 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτη τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ὅλες τὶς πληροφορίες γιὰ τὶς ἐπικυρώσεις καὶ πράξεις καταγγελίας ποὺ ἔχουν καταχωρίσει, σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τῶν προηγούμενων ἄρθρων.

Ἄρθρο 12.

Κάθε φορὰ ποὺ τὸ κρίνει ἀναγκαῖο τὸ Διοικητικὸ Συμβούλιο τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας ὑποβάλλει στὴ Γενικὴ Συνδιάσκεψη ἔκθεση σχετικὴ μὲ τὴν ἐφαρμογὴ αὐτῆς τῆς σύμβασης καὶ ἐξετάζει ἂν ὑπάρχει περίπτωση ἐγγραφῆς, στὴν ἡμερήσια διάταξη τῆς Συνδιασκέψεως, θέματος ὁλικῆς ἢ μερικῆς ἀναθεώρησής της.

Ἄρθρο 13.

1. Σὲ περίπτωση ποὺ ἡ Συνδιάσκεψη υἱοθετήσει νέα σύμβαση ποὺ θὰ ἀναθεωρεῖ ὁλικὰ ἢ μερικὰ αὐτὴ τὴ σύμβαση καὶ ἐφ' ὅσον δὲν θὰ ὁρίζεται διαφορετικὰ ἀπὸ τὴ νέα σύμβαση :

α) Ἡ ἐπικύρωση, ἀπὸ ἕνα Μέλος, τῆς νέας ἀναθεωρητικῆς σύμβασης ἐπιφέρει αὐτοδίκαια, παρὰ τὶς διατάξεις τοῦ παραπάνω ἄρθρου 9, τὴν ἄμεση καταγγελία αὐτῆς, ἐφ' ὅσον ἔχει τεθεῖ σὲ ἰσχὺ ἡ νέα ἀναθεωρητικὴ σύμβαση.

β) Δὲν μπορεῖ νὰ ἐπικυρωθεῖ ἀπὸ τὰ μέλη ἡ σύμβαση αὐτὴ ἀπὸ τὴν ἡμέρα ποὺ θὰ ἰσχύσει ἡ νέα ἀναθεωρητικὴ σύμβαση.

2. Αὐτὴ ἡ σύμβαση ἰσχύει μὲ τὴ σημερινή της μορφὴ καὶ περιεχόμενο γιὰ τὰ Μέλη ἐκεῖνα ποὺ τὴν ἔχουν ἐπικυρώσει, ἀλλὰ δὲν ἔχουν ἐπικυρώσει τὴν ἀναθεωρημένη σύμβαση.

Ἄρθρο 14

Τὸ γαλλικὸ καὶ τὸ ἀγγλικὸ κείμενο αὐτῆς τῆς σύμβασης εἶναι τὸ ἴδιο αὐθεντικά.

Ἄρθρο δεύτερο.

Ἡ ἰσχὺς αὐτοῦ τοῦ νόμου, καθὼς καὶ τῆς Διεθνοῦς Σύμβασης, ποὺ κυρώνεται μὲ αὐτόν, ἀρχίζει ἀπὸ τὴν ἡμέρα ποὺ θὰ δημοσιευθεῖ στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομεν νὰ δημοσιευθῇ στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως τὸ κείμενον τοῦ παρόντος καὶ νὰ ἐκτελεσθῇ ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἀθήνα, 12 Μαρτίου 1984

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ — **ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΛΑΖΑΡΗΣ**

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ — **ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ**

ΕΡΓΑΣΙΑΣ — **ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ**

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Ἀθήνα, 12 Μαρτίου 1984

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ - ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ

ΠΡΑΞΕΙΣ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

(3)

(Πράξη 35, της 8 Μαρτίου 1984)

Τροποποίηση της 23/11.3.1983 Πράξης του Υπουργικού Συμβουλίου «Συντονισμός, προγραμματισμός και έλεγχος των προσλήψεων στο Δημόσιο Τομέα».

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ

Έχοντας υπόψη :

1. Τις διατάξεις του άρθρου 2 του Ν. 400/1976 «περί Υπουργικού Συμβουλίου ή Υπουργείων».

2. Τις διατάξεις του άρθρου 16 του Ν. 1232/1982 και 3 του Ν. 1320/1983.

3. Την Π.Υ.Σ. 229/1981 για τη σύσταση Τριμελούς Επιτροπής Υπουργών.

4. Την 23/1983 Πράξη του Υπουργικού Συμβουλίου «Συντονισμός, προγραμματισμός και έλεγχος των προσλήψεων στο Δημόσιο Τομέα».

5. Πρόταση του Πρωθυπουργού, αποφασίζει :

1. Στο Κεφ. Α' παρ. 3 της 23/11.3.1983 Πράξης του Υπουργικού Συμβουλίου, προστίθεται περιπτ. ια, ως εξής :

«ια. Το με οποιαδήποτε σχέση εργασίας νοσηλευτικό και βοηθητικό προσωπικό των Ν.Π.Δ.Δ. και Ν.Π.Ι.Δ., που εποπτεύονται από το Υπουργείο Υγείας και Πρόνοιας, σε θέσεις και με τους όρους που προβλέπουν οι κείμενες διατάξεις. Οι προσλήψεις του εν λόγω προσωπικού γίνονται με απόφαση του οικείου Νομάρχη».

2. Η παράγρ. 12 της 23/1983 Πράξης του Υπουργικού Συμβουλίου αντικαθίσταται ως εξής :

«12. Για την αντιμετώπιση απρόβλεπτων και επειγουσών αναγκών επιτρέπεται η πρόσληψη προσωπικού, σύμφωνα με τις διατάξεις του Κεφ. Β' του Ν. 993/1979, με απόφαση του Υπουργικού Συμβουλίου».

Αυτή η πράξη να δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβέρνησης.

Ο Πρόεδρος — Τα Μέλη

Ακριβές αντίγραφο
Ο Γραμματέας του Υπουργικού Συμβουλίου
ΚΩΣΤΑΣ ΖΩΡΑΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ